

**Question de Madame Kattrin JADIN au Ministre des Affaires étrangères concernant les propos du
Président turc Erdogan**

**Schriftliche Frage von Kattrin JADIN an den Minister für ausländische Angelegenheiten bezüglich
der Äußerungen des türkischen Präsidenten Erdogan**

Kattrin JADIN (MR) : C'est avec vive inquiétude que nous avons appris les propos du président turc Erdogan d'empêcher "quel que soit le prix" l'émergence d'un état kurde en Syrie.

Les analystes et observateurs internationaux s'adonnent d'ailleurs aux pires prédictions allant jusqu'à supposer que l'armée turque pourrait franchir la frontière syrienne pour y établir une "zone tampon" sous son contrôle.

La principale raison d'une telle action se justifierai par l'avènement massif de réfugiés syriens en Turquie, plus de deux millions selon Ankara. L'appel lancé par le président Erdogan à la communauté internationale sonne comme un glas et mérite que notre pays aussi s'y attarde.

1. a) Quelle sera la réaction de notre pays par rapport aux faits cités supra?
b) Qu'en est-il de la concertation européenne?
2. Existe-t-il une volonté de l'UE de répondre unanimement aux propos tenus?

Didier REYNDERS : La Turquie est affectée directement par le conflit en Syrie. Outre l'instabilité et l'insécurité à sa frontière, la Turquie doit aussi gérer une situation humanitaire difficile. Près de deux millions de réfugiés syriens sont déjà présents sur le territoire turc, ce qui représente un fardeau important et un effort financier de plus de 6 milliards de dollars. Je tiens tout d'abord à saluer les efforts énormes d'Ankara à cet égard.

Le Président Erdoğan a en effet déclaré la semaine dernière qu'il n'autoriserait pas la formation d'un Etat kurde sur le territoire syrien. Une partie de la presse turque s'est ensuite lancée dans des spéculations sur une intervention turque en territoire syrien, en ce compris la création d'une zone tampon dans la région de Jarablus, actuellement contrôlée par ISIS (et située dans le gouvernorat d'Alep). Le PM Davutoğlu a ensuite déclaré qu'il n'y avait pas de plan pour une telle intervention unilatérale turque en Syrie. Par ailleurs, notre pays, tout comme l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale, soutient le principe du maintien de l'intégrité territoriale de la Syrie. La Belgique plaide pour une réponse européenne commune dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne à l'égard du conflit syrien. Notre pays participe activement aux discussions politiques et techniques qui se déroulent à tous les niveaux du Conseil de l'UE. Comme vous le savez, la Belgique est d'avis que seule une solution politique pourra mettre fin de manière durable au conflit. La Belgique soutient donc les efforts de l'envoyé spécial Staffan de Mistura afin de relancer un processus politique de négociations, incluant tous les acteurs concernés.